

Bulletin d'information n° 5 – mai 2018

Comité Syrie-Europe Après Alep

L'Iran en Syrie et l'escalade militaire avec Israël

Les bases militaires iraniennes en Syrie

À partir de 2013, alors que les forces du régime étaient sur le point de s'effondrer, l'Iran est intervenu en force. Il a entamé une vaste opération régionale pour former, armer et transporter des milliers de milices chiïtes de l'étranger vers la Syrie. Ce sont ces milices, évaluées par certaines sources à 20 000 combattants, qui ont permis d'asseoir la puissance de l'Iran dans le pays.

Ali Alfoneh, chercheur à l'Atlantic Council, affirme qu'il existe actuellement trois grandes bases militaires iraniennes qui supervisent de vastes parties du territoire syrien, l'une près d'Alep dans le Nord et deux autres au sud de la capitale, Damas. Sans compter sept autres bases tactiques plus petites près des lignes de front, là où l'Iran et ses *proxies* ou relais ont une présence militaire.

Mais alors que les rebelles ont perdu du terrain et qu'aucune menace claire pour le régime de Bachar al-Assad ne subsiste, l'Iran et ses alliés sont restés, se concentrant sur la création d'une infrastructure pour, selon les analystes,

menacer Israël. L'Iran continue de former et d'équiper des combattants tout en renforçant les liens avec ses alliés en Irak et au Liban, dans l'espoir de construire un front uni en cas de nouvelle guerre.

C'est une réplique du modèle adopté pour le Hezbollah. L'Iran entraîne aussi des combattants dans le sud de la Syrie. Cela inquiète beaucoup Israël et les États-Unis.

Il est important de noter que la Russie ne s'est pas plainte publiquement quand Israël a bombardé des convois censés être liés au Hezbollah. On se demande dans quelle mesure la population syrienne « achètera » le projet idéologique de l'Iran, sachant que seule une infime partie des Syriens partagent la foi chiite de l'Iran. Par ailleurs, les intentions de l'Iran en Syrie restent peu claires.

Les milices chiïtes iraniennes présentes en Syrie

Les milices chiïtes iraniennes présentes en Syrie

Les bombardements israéliens des 9 et 10 mai

Israël déclare que les bombardements déclenchés pour riposter à des tirs de missiles attribués à l'Iran depuis la Syrie ont détruit presque toutes les infrastructures militaires de l'Iran en Syrie. Tony Badran, chercheur à la Foundation for Defense of Democracies, fait l'anatomie de cette nuit intense.

Devant l'aggravation des tensions régionales entre Israël, l'Iran et la Syrie, Mona Alami, chercheuse à l'Atlantic Council, a écrit un article repris le 8 mai par Syria Deeply : « *Depuis la guerre Iran-Irak* [déclenchée par Saddam Hussein en 1980, achevée en 1988, elle a fait 800 000 morts. NDLR], *Tébérân a donné la priorité à une guerre moins coûteuse, perturbatrice et*

asymétrique et les tensions qui s'accumulent avec Israël en Syrie ne devraient pas modifier ce choix. »

Le modèle du Hezbollah

Pour Ranj Alaaldin, chercheur invité au Brooking Center de Doha, l'Iran a bien une stratégie en Syrie.

Il a mobilisé des dizaines de milliers de combattants du Hezbollah et d'autres milices chiïtes d'Irak, du Pakistan et d'Afghanistan pour combattre aux côtés des forces du président syrien. Les milices chiïtes irakiennes, qui se sont renforcées tactiquement et militairement dans leur lutte contre les États-Unis, ont commencé à se battre en Syrie aux côtés des forces d'Assad en 2012. Le Hezbollah a pris la ville stratégique de Kousaïr en 2013. Et les milices chiïtes, y compris les combattants afghans, ont joué un rôle pivot à Alep en décembre 2016, ce qui a certainement contribué à assurer la survie du régime d'Assad.

Mais ces affidés pro-iraniens ne sont pas venus seulement pour participer aux combats, se battre et retourner chez eux. L'importance politique du Hezbollah et son statut d'« *État dans l'État* » au Liban était une exception autrefois dans la région, mais il est désormais devenu un « *modèle* » qui est reproduit par d'autres milices en Irak et en Syrie. Les conséquences sont dévastatrices.

L'Iran a aussi formé ces groupes pour exploiter le désordre et combler le vide en fournissant des services et de la sécurité à des communautés souvent désespérées. Le corps des Gardiens de la révolution islamique, qui supervise les opérations de ces milices, les a aidés à prendre le contrôle des organisations humanitaires et des organisations caritatives locales afin d'acquérir une légitimité et une popularité.

Collectivement, ces milices permettent à Téhéran de contourner les autorités locales et nationales et, en fin de compte, de former les gouvernements, de régler les différends et, par conséquent, de peser sur les choix politiques.

Les États-Unis ont échoué à établir des lignes rouges ou à les imposer pour défendre leurs propres intérêts et ceux de leurs alliés sur le terrain, ce qu'ont

très bien compris les Syriens, les Kurdes, les Arabes sunnites et les factions chiites indépendantes.

Les États-Unis pourraient modifier le cours des événements seulement s'ils s'engagent à rester en Syrie en s'appuyant sur le déploiement actuel de leurs forces et en entretenant des partenariats à long terme pour s'assurer que le sort de la Syrie et de la région ne soit pas laissé aux mains de l'Iran et de ses milices.

Concernant les brigades afghanes, des rapports précisent que plus de 2 000 Afghans entraînés par l'Iran seraient morts en Syrie.

Sur l'intégration de la milice Liwa Abu al-Fadl al-Abbas, composée de combattants chiites étrangers dans la garde républicaine des forces armées syriennes, lire le rapport du chercheur Aymenn Jawad al-Tamimi. Il est intéressant d'analyser la manière dont ces groupes se développent et peuvent s'intégrer à des réseaux plus vastes.

Des rivalités sous-jacentes entre Téhéran et Moscou

Ghaith al-Ahmad, journaliste syrien, analyse les stratégies russes et iraniennes au prisme du sort de la Ghouta orientale.

Malgré le partenariat important que la Russie et l'Iran ont développé ces dernières années à l'occasion de leurs interventions en Syrie, les récentes opérations militaires contre la Ghouta révèlent certaines divergences. Abdel Rahman al-Hajj, chercheur syrien, souligne que la Russie veut surtout pouvoir se présenter comme un acteur majeur de la politique internationale, tandis que l'Iran cherche à intégrer la Syrie à son « *axe de résistance* ». L'Iran veut utiliser le pays comme une plateforme pour influencer sur l'ensemble du Moyen-Orient. Le chercheur note cependant que « *ces différences mineures s'effacent rapidement devant leurs intérêts au sens plus large du terme* ».

De son côté, Sasha el-Alu, un chercheur du Centre d'études stratégiques d'Omran, estime qu'il y a « *une confusion quant à la position de Téhéran sur les affrontements de la Ghouta orientale* ». D'une part, cette opération militaire serait considérée comme « *une réponse de Moscou à la pression israélienne* » et témoignerait du désir russe de distancer l'Iran dans les environs de Damas.

D'autre part, l'Iran percevait le comportement de la Russie comme isolationniste. Pour Téhéran, le message de Moscou est clair : tout déploiement au sol ne réussira qu'en coordination avec la Russie.

Riaz al-Hassan, le conseiller de la délégation de l'opposition syrienne dans les négociations de Genève analyse la compétition russo-iranienne comme le résultat de priorités différentes. Selon lui, *« Téhéran souhaite l'effondrement de l'armée syrienne afin de pouvoir opérer de larges changements démographiques dans le pays – similaires à ce qu'il a fait en Irak et au Liban – pour répandre la doctrine chiite à travers ses affidés »*.

À Genève, ajoute-t-il, *« nous avons constaté que la Russie s'intéressait sérieusement au processus politique en essayant de sortir de l'impasse par la conférence de Sotchi »*, attitude au cœur de la résolution 2254. Mais ces efforts ont buté, une fois de plus, d'après ses observations, sur des tentatives répétées de sabotage de la part de Téhéran.

L'Iran consolide aussi sa présence dans la province de Deir ez-Zor

Mohammad Hassan, chercheur au Chattam House explique comment l'Iran mène discrètement ses projets expansionnistes.

En participant directement à la lutte contre l'organisation État islamique dans l'est de la Syrie, l'Iran cherche à consolider sa présence dans la province de Deir ez-Zor de deux manières. Premièrement, il établit son autorité militaire dans la ville d'Al Bou Kamal, le long de la frontière syro-irakienne – le chaînon manquant dans le couloir terrestre iranien vers le Liban et la Méditerranée à travers la Syrie et l'Irak. Deuxièmement, il profite de la présence d'une population chiite dans les villes de Hatla et Murat, à l'est de l'Euphrate, pour renforcer son influence et créer un bastion chiite dans l'est de la Syrie.

L'Iran et ses milices ne travaillent pas seulement à changer la démographie dans les villes de Halta et Murat, ils poursuivent activement des campagnes religieuses dans les régions à l'ouest de l'Euphrate à Deir Ez-Zor, afin d'essayer de convertir les gens de ces régions à l'islam chiite et de les pousser à rejoindre ses milices présentes dans la région.

Ces campagnes en faveur de l'Iran tentent d'exploiter la situation économique désastreuse des civils épuisés par des années de guerre, en fournissant des dons mensuels à chaque famille qui se convertit à l'islam chiite et une aide alimentaire périodique en nature. Les milices iraniennes tentent également d'attiser les peurs pour pousser les civils à rejoindre leurs rangs s'ils veulent assurer leur survie et éviter d'être arrêtés. Ces milices pratiquent enfin des discriminations contre les civils non chiites dans les zones contrôlées par le régime. Toutes ces dynamiques indiquent que l'intérêt de l'Iran pour Deir ez-Zor s'inscrit dans le long terme. L'Iran profite de l'emplacement stratégique de la région, de ses ressources et de la présence d'une communauté chiite pour renforcer sa présence dans le nord-est de la Syrie et maintenir poreuse la frontière syro-irakienne.

Tout nous ramène à la guerre israélo-arabe de 1967

Les sept années de conflit en Syrie n'ont pas complètement éclipsé la guerre israélo-arabe de 1967, lorsqu'Israël a pris le contrôle d'une partie des hauteurs du Golan dans le sud-ouest de la Syrie. La ferveur avec laquelle, des deux côtés, on se dispute la terre et la propagande anti-israélienne du gouvernement syrien ravivent sans cesse les vieux antagonismes.

Avant 2011, Assad avait fait des efforts en direction d'Israël pour tenter de récupérer le Golan en échange d'un éloignement de Téhéran de la part de Damas. Cependant, avec la guerre, les interventions extérieures se sont multipliées et intensifiées, de l'intervention militaire américaine et russe à la pléthore de milices étrangères combattant à la fois avec des groupes extrémistes et aux côtés de l'armée syrienne. Parmi eux se trouvent l'Iran, ses alliés et autres milices.

Malgré le mémorandum de principes – signé en novembre 2017 par la Russie, les États-Unis et la Jordanie – qui élargissait un accord de cessez-le-feu antérieur pour le triangle sud-ouest bordant Israël et la Jordanie, visant la réduction et l'élimination des combattants étrangers dans cette zone, les hostilités ont augmenté dans le Golan (et atteint de nouveaux sommets les 9 et 10 mai, quand, selon Israël, après les frappes contre les bases iraniennes en

Syrie, les forces de la République islamique ont tiré des missiles vers le Golan).

Ahmad, un soldat d'un groupe paramilitaire irakien soutenu par l'Iran, a déclaré qu'il avait été transporté de Bagdad à Kouneitra, avec d'autres combattants, pour être entraîné par le Hezbollah libanais dans un camp proche de la frontière israélienne. Cette présence accrue du Hezbollah et de l'Iran près de la ligne d'armistice dans le Golan déplaît souverainement au gouvernement israélien, qui y voit une source de nouvelles menaces.

Israël a d'ailleurs pris des précautions paramilitaires pour assurer sa sécurité sur les hauteurs du Golan ces dernières années. Il a en effet choisi des groupes rebelles du côté syrien du Golan en leur offrant des soins de santé et d'autres aides humanitaires, dans le but d'élargir la zone de sécurité du côté syrien de la frontière. Selon Sam Heller, un collaborateur de la Century Foundation : *« Les Israéliens semblent insatisfaits de la largeur de la zone tampon qui a été négociée, alors il y a beaucoup de choses qui pourraient mal tourner. »*

Lire aussi Le « djihad chiite » en Syrie et en Irak vu par Romain Caillet.

Les régions est de la Syrie : libérées mais abandonnées ?

Rakka, détruite et oubliée

Rakka : les destructions autour de la mosquée al-Fardous (source : RBSS)

Rakka : les destructions autour de la mosquée al-Fardous (source : RBSS)

Les Forces démocratiques syriennes (FDS en français, SDF en anglais), alliance de combattants arabes et kurdes soutenue par les États-Unis, ont annoncé avoir « *totale*ment » repris la ville de Rakka à l'organisation État islamique (EI), le mardi 17 octobre 2017.

Cinq jours après cette date, David Rennick retrace pour le *New Yorker* le parcours des journalistes citoyens réunis dans un groupe intitulé en anglais *Raqqa is being slaughtered silently (RBSS)*. L'un des membres du groupe, Abdalaziz Alhamza, revient sur l'histoire vécue et documentée de l'occupation de la ville par Daech et finit par exprimer ses espoirs et sa volonté d'avoir un avenir en Syrie : « *Mais la ville est maintenant confrontée à de nouveaux problèmes, des violations supplémentaires des droits de l'homme. Et le RBSS doit continuer à exposer ces violations et aider à prévenir l'explosion d'une bombe idéologique à retardement. Nous ne savons pas qui finira par contrôler la ville. Rakka ne sera libérée que lorsque ses habitants pourront retourner chez eux et mener leur vie en tant qu'hommes et femmes libres.* »

Une rencontre avec ce même journaliste Alhamza et Matthew Heineman, réalisateur du film *City of Ghosts* sur la ville et le travail du groupe RBSS, rappelle les cinq choses que l'on doit savoir pour renforcer la victoire contre Daech à Rakka :

- Daech ne contrôle plus Rakka, mais cela ne signifie pas qu'il a été définitivement vaincu.
- La guerre médiatique se poursuit. La propagande de Daech a favorisé le recrutement de djihadistes locaux et étrangers. Les efforts courageux de journalistes citoyens pour lutter contre les mensonges et les perceptions erronées demeurent indispensables dans le contexte actuel, où même les faits les plus élémentaires semblent pouvoir être contestés.
- Daech reste un projet idéologique attrayant. Il faut donc aussi le combattre avec des armes idéologiques pour lutter contre l'endoctrinement et pour l'éducation.
- La véritable arme contre l'EI est l'empathie. « *Il est essentiel de montrer comment Daech et le mouvement anti-immigrés partagent un manque d'empathie substantiel. Nous combattons le même ennemi. Nous sommes du même côté dans cette lutte contre l'extrémisme et le terrorisme* », souligne Les réfugiés devraient être accueillis à bras ouverts au lieu de susciter une opposition pareille, ajoute-t-il.
- La bataille pour remettre la ville dans son état antérieur ne fait que commencer. Une grande partie de la ville est jonchée de mines terrestres.

Presque toutes les infrastructures sont en ruine et les systèmes d'irrigation sont hors service. Les habitants de Rakka ont profondément souffert. Il y a quelques jours, des fosses communes ont été découvertes. Alhamza explique que tout le monde a perdu des êtres chers et que le chagrin collectif est extrême.

En ce début 2018, les familles continuent, en effet, de chercher leurs proches disparus par milliers dans les geôles de Daech. Lire à ce sujet l'enquête menée depuis Istanbul par Kareem Shaheen et Ahmad Haj Hamdo : « Les disparus de Rakka ».

Les mines antipersonnel constituent un danger omniprésent. En février 2018, HRW a publié un rapport sur les dangers que représentent les mines antipersonnel. Elles ont déjà tué et blessé plusieurs centaines de personnes dans la ville.

Médecins sans frontières (MSF) a ainsi vu doubler le nombre de blessés entre octobre 2017 et mars 2018 avec les premiers retours de des déplacés.

En avril, le chef des opérations du Programme alimentaire mondial (PAM) en Syrie a rapporté à l'AFP que le PAM ne fournit qu'une assistance minimale à la ville en passant par des partenaires locaux, car il estime que la cité n'est pas suffisamment sûre pour le retour des civils. Selon lui, au moins deux personnes en moyenne meurent encore chaque jour en marchant sur des mines ou d'autres engins non explosés.

La libération de Rakka était une opération de guerre urbaine massive qui a fait des milliers de morts. N'est-il pas paradoxal, pour une ville qui a subi une « *destruction* » quasi-totale, de parler de « *libération* » ? En mars 2018, le journaliste Samuel Oakford a dressé le bilan de l'opération militaire, des destructions, des victimes et évoque le sort de la population démunie et oubliée.

Début avril, lors de la première mission de l'ONU sur place après la « *libération* » de la ville par les forces alliées, le diplomate norvégien Jan Egeland, chargé de l'accès de l'aide humanitaire en Syrie, déclarait : « *C'est terrifiant d'avoir une ville avec près de 100 000 personnes et pas de services publics.* »

Peu de temps après cette mission, la journaliste reporter Saral El Deeb d'Associated Press relève que les Syriens ont peur, sont en colère, mais reconstruisent : « *Nous avons tout perdu, nous sommes fatigués et nous avons peur.* »

Qu'est-ce qu'on va devenir ? Tout ceci n'est pas de notre faute », se lamente l'un de ses interlocuteurs.

Le même sentiment d'abandon prévaut chez les habitants croisés par Tamer El-Ghobashy, chef du bureau du *Washington Post* à Bagdad, lors de son reportage à la mi-avril, intitulé « Les résidents de Rakka abandonnés et oubliés ». Jadis ville de 400 000 habitants, dont beaucoup habitaient dans des immeubles et des tours, Rakka est devenue presque méconnaissable pour ceux qui tentent de revenir et de naviguer dans ses rues. Les places publiques sont cachées sous les gravats et les immeubles résidentiels les plus hauts ne sont que décombres. Les gens, isolés et désemparés, sont cependant déterminés à reconstruire.

Par l'intermédiaire de l'Agence américaine pour le développement international, Washington a fourni environ 60 millions de dollars au nord-est de la Syrie pour des opérations de stabilisation, telles que le déminage, l'enlèvement des décombres et la réparation des services essentiels. Un petit groupe de responsables du Département d'État se trouve à Rakka, mais ils ne peuvent pas se déplacer facilement en raison de préoccupations sécuritaires et diplomatiques. Les soldats des forces spéciales des États-Unis font la liaison entre les autorités américaines et le Conseil civil de Rakka, composé de Kurdes syriens et d'Arabes.

La ville n'a pas d'eau courante ni d'électricité et il n'y a pas assez d'employés du secteur public pour désamorcer les centaines d'explosifs laissés par Daech. Les gens tombent sur des restes humains alors qu'ils fouillent des débris de maisons et des locaux vides d'entreprises.

Le sentiment que les États-Unis ont détruit la ville mais ne sont pas disposés à assumer la responsabilité de sa reconstruction se renforce.

Le retour à la vie quotidienne exige un consensus local, explique Sardar Milla Drwish, journaliste kurde syrien. Selon Bashir al-Huweidi, un activiste civil originaire de la ville, ce sont les forces des renseignements militaires qui dirigent aujourd'hui la ville, tandis que l'administration civile censée gouverner Rakka « *n'est qu'une façade* ». Il indique que les conseils établis, comme le conseil municipal de Rakka et d'autres, appartiennent à une autorité centrale antidémocratique : « *Les Forces démocratiques syriennes [alliance arabo-kurde soutenue par les États-Unis] sont aussi une façade militaire.* »

Selon les FDS, les craintes des activistes arabes de la ville sont sans fondement. Cependant, Muhammed Shelash, avocat et activiste politique, explique qu'il n'a aucune confiance dans les forces militaires : « *Nous avons une expérience antérieure avec les forces armées qui ont livré Rakka à Daech.* » La raison de cette défiance remonte à leur position peu claire en ce qui concerne le régime syrien. De même, il n'y a aucune garantie que ce dernier ne reprendra pas Rakka. Il ajoute que « *les craintes de la population ont augmenté quand le portrait d'Abdullah Öcalan [le chef du PKK] a été déployé dans le centre-ville pendant sa libération* ».

Rakka ne connaîtra pas la stabilité sans consensus local, accompagné d'un accord international pour soutenir et stabiliser la ville. Les organisations de la société civile ont déjà commencé à le faire, encouragées par la position officielle des États-Unis et de l'alliance, qui appuie la communication entre les forces locales pour résoudre les contentieux. Enfin, pour ramener leur ville à la vie, les habitants de Rakka voudraient ne plus craindre le retour du régime syrien dans la ville ni les menaces turques dans la région.

La gouvernance locale du PYD dans le nord-est de la Syrie

Selon Dan Wilkofsky, *analyste et éditeur spécialiste de la Syrie*, tout indique que le parti prévoit une présence à long terme, puisqu'il a passé des années à établir une administration civile dans le nord-est de la Syrie et a organisé des élections à la fin de 2017 pour officialiser son expérience de « *démocratie* » autoproclamée. La troisième et dernière étape électorale a été reportée pour des raisons obscures. Alors qu'il fait face à de nombreux pièges potentiels, le PYD s'est montré flexible. Il pratique dans le cœur de ses territoires une gouvernance différente de celle qu'il adopte dans les régions périphériques comme Deir ez-Zor.

Pour beaucoup de Syriens, la vie sous l'administration dirigée par le PYD est préférable à la vie sous le gouvernement central, les rebelles ou l'EI, car les gens jouissent de plus de libertés individuelles et d'une relative sécurité. Mais certains résidents craignent que le parti finisse par agir comme les États autoritaires qu'il prétend démanteler. Le leadership du PYD est dominé par

des personnalités militaires liées au PKK, qui a déjà utilisé la violence contre les opposants politiques. Pendant le conflit syrien, des groupes affiliés au PYD ont fermé de force les bureaux des partis kurdes dissidents, menacé les journalistes de l'opposition et enrôlé des résidents pour le service militaire.

« *La commune de ma région est surtout là pour l'apparence... La seule chose que les membres qui y siègent ont faite était de distribuer du combustible pour l'hiver, le pain et le gaz* », a déclaré une ancienne professeure kurde de la province de Rakka. « *Les vraies décisions appartiennent à la Maison du peuple* [le bureau du Mouvement pour une société démocratique (TEV-DEM), la coalition qui dirige la région]. *Elle utilisera la commune comme couverture* [pour ses décisions] », a-t-elle ajouté.

Le TEV-DEM conserve le contrôle budgétaire sur les communes. Le principal bloc politique kurde syrien en opposition au PYD a boycotté les élections communales en septembre, ce qui signifie que la plupart des coprésidents sont des partisans.

Le système communal a réduit les inégalités entre les sexes en exigeant que les femmes jouent un rôle dans la direction et a facilité l'acheminement de l'aide humanitaire de première nécessité. Mais les communes n'ont permis aux résidents de jouer un rôle sur l'autonomie locale que de façon marginale. Les critiques disent qu'elles ont en fait renforcé le pouvoir du PYD en faisant un lien entre la fourniture de services essentiels et son idéologie politique. Le temps dira si les conseils révolutionnaires respecteront leur charte et conduiront la région vers la démocratie ou s'ils mettront en place une autre version de l'État autoritaire.

La situation à Deir ez-Zor

Le journaliste Sardar Mlla Drwish analyse les tensions militaires et les espoirs des activistes et civils de la région. Selon lui, avec les éléments dont il dispose en février 2018, Deir ez-Zor est la prochaine région où la compétition entre les FDS et le régime syrien se jouera pour le contrôle de la zone.

Riad Darrar, un activiste civil de la ville, estime qu'il est trop tôt pour parler du sort de Deir ez-Zor : « *La bataille pour la libération n'est pas terminée et l'État*

islamique peut toujours mener des attaques de représailles, la ville est complètement détruite, et il y a un besoin urgent de reconstruction. Les FDS et les troupes d'Assad pourraient prendre le contrôle conjoint de la région – en préservant les frontières qui les séparent actuellement – et arriver à un accord sur les mouvements entre les deux zones. »

La plupart des résidents de Deir ez-Zor reconnaissent que les zones contrôlées par les FDS sont relativement plus sûres que celles sous la férule du régime. D'ailleurs, souligne Darrar, les villages et les villes contrôlés par les FDS ont vu le retour de certains habitants. Les services sont fournis par les forces de la coalition et les organisations humanitaires sous la direction des conseils civils et législatifs locaux, dont les membres ont été élus en février 2018. D'autres militants confirment que les zones contrôlées par les FDS sont les plus sûres, tandis que les zones du régime manquent de sécurité par peur des bombardements et du retour de l'État islamique, en plus de la crainte de représailles de la part des forces syriennes après le retour de la conscription obligatoire dans la région. Ils soulignent que les habitants de Deir ez-Zor s'inquiètent aussi de ce que la domination kurde dans les FDS conduise à un nouveau conflit national.

Jusqu'à présent, aucune force n'a exprimé de vision pour Deir ez-Zor, mais des partenaires proches des FDS ont laissé entendre qu'il serait possible de regrouper Rakka et Deir ez-Zor dans une seule région sous leur contrôle.

L'ONG Centre for justice and accountability estime à environ 200 000 personnes le nombre de déplacés de Deir ez-Zor qui ont fui après le retour du régime Assad. La quasi-totalité des habitants espèrent retourner dans la ville le plus tôt possible. Mais cela nécessite l'amélioration de la sécurité et des services, des possibilités d'emploi et l'élimination de la menace de représailles de la part de l'EI.

Quant à Omar Al-Dayri, il pense également que Deir ez-Zor a besoin d'une autorité locale. Un nouveau contrat social est nécessaire après que l'EI a mobilisé des tribus pour le soutenir contre d'autres tribus et après les massacres contre les habitants de Shouaitat qui s'y opposaient.

Beaucoup de militants mettent en garde contre la tentation de sous-estimer la capacité de résistance et de revanche de l'État islamique. Ils notent que l'organisation se regroupe à la périphérie de la ville : *« Cela pourrait faciliter sa capacité à lancer des attaques contre la province, ce qui affectera*

négalement la stabilité. » Ils estiment aussi que les attentats suicides et les sabotages menacent d'abord les civils.

La situation à Deir ez-Zor reste donc imprévisible et la transition vers un contrôle civil complet est incertaine. Des rapports récents suggèrent que le régime et ses alliés ont organisé l'attaque du 7 février, en espérant que les éléments kurdes des FDS se retireraient pour défendre Afrin contre la Turquie, mais les États-Unis ont repoussé cette attaque avec des frappes aériennes. Tant que la situation reste tendue, le conflit éclipse toute autorité civile. *« Personne ne peut prédire ce qui arrivera aux civils ou leur désir de choisir leurs propres dirigeants, parce qu'il n'y a pas d'atmosphère démocratique »,* déplore Salma Saleh, une militante de la ville. *« Si les citoyens de Deir ez-Zor avaient le choix, ajoute-t-elle, ils choisiraient des gens de la région qui sont enthousiastes et déterminés à avoir un rôle positif. »*

Le 1^{er} mai, les Forces démocratiques syriennes ont annoncé, dans un communiqué, le lancement de la phase *« finale »* de leur offensive contre le groupe État islamique (EI) dans l'est du pays. *« Nos forces vont libérer ces zones [où l'EI est présent] et sécuriser la frontière avec l'Irak une fois pour toutes »,* a déclaré la porte-parole des FDS Lilwa Abdallah. Le communiqué était lu dans le champ pétrolier al-Tanak, au sud-est de la ville de Deir ez-Zor, selon une mise en scène significative.

La situation diplomatique, militaire et humanitaire

La guerre contre les civils et les hôpitaux

Les rapports de avril 2018 du Réseau syrien des droits de l'homme (Syrian Network for Human Rights, SNHR) donnent le nombre de civils tués en mars 2018 et la répartition par région, en mentionnant aussi à qui incombe la responsabilité de ces morts. Voir aussi leur rapport sur les arrestations

arbitraires en Syrie en avril 2018 : la plupart de ces arrestations avaient pour objectif de recruter des hommes en âge de combattre dans l'armée du régime.

Dr Rohini Haar, chercheur en santé publique à l'université de Californie, démontre qu'en 2016, le nombre d'attaques contre des établissements de soins de santé à Alep, Idlib, Homs et Hama a été en moyenne d'une attaque au moins tous les deux jours.

En conséquence, à Idlib, les hôpitaux sont au bord de l'effondrement.

Les frappes aériennes occidentales, en représailles aux attaques chimiques attribuées au régime avec l'aval de la Russie, ont encouragé le régime syrien et ses alliés à revenir progressivement aux bombardements, à tuer et à refuser absolument toute solution politique : 64 civils tués et deux massacres depuis deux semaines.

Fosse commune à Rakka : avec les cadavres, les heures noires du groupe État islamique (EI) refont surface.

Les attaques chimiques et les frappes occidentales

Vues des États-Unis (10 avril 2018) – Pour Andrew Bell, de *Newsweek*, la capacité de l'ONU à répondre à la crise humanitaire est fondamentalement altérée et dénaturée. Les partisans de la « *responsabilité de protéger (R2P)* » devraient promouvoir des principes juridiques autorisant une intervention unilatérale en cas d'utilisation d'armes chimique ou biologiques par les gouvernements contre des civils, en s'efforçant d'entamer une réflexion internationale officielle sur l'adoption d'une telle disposition par l'ONU.

Vues de France (11 avril 2018) – Michel Duclos, ancien ambassadeur à Damas, conseiller diplomatique spécial à l'Institut Montaigne se demande quelle réponse occidentale apporter aux attaques chimiques dans la Ghouta.

Vues par deux Syriens de la diaspora (17 avril 2018) – Le chercheur Haïd Haïd écrit dans une libre opinion publiée par *The Guardian* : « *Les frappes occidentales n'étaient pas faites pour les Syriens, dont le sort est maintenant scellé. L'action militaire menée par les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne offrait au moins une opportunité de progrès politique, mais cela n'a pas été poursuivi.* "Il est

ironique de voir que la tension qui a précédé les frappes contre le régime a sauvé plus de vies que les frappes réelles”, m’a confié un enseignant de la campagne d’Alep », rapporte-t-il.

De même, Lina Khatib rappelle, dans une analyse pour Chattham House, que l’action militaire seule ne combattra pas les armes chimiques et déplore que les Occidentaux n’aient pas de vraie stratégie pour la Syrie.

Vu de Syrie (21 avril 2018) – Des corps de victimes de Douma ont été enterrés secrètement dans une tentative désespérée de « *préserver les preuves chimiques* ». Mais treize soignants et médecins qui avaient soigné des patients à Douma le 7 avril et sont restés en ville ont donné des entretiens à la télévision pro-gouvernementale et ont déclaré qu’il n’y avait pas eu d’attaque chimique. Josie Ensor, la correspondante de *The Telegraph*, a demandé à ceux qui travaillaient avec eux s’ils se sentaient trahis : « *Bien sûr que non, je ferais de même pour sauver ma famille.* »

Quelles perspectives pour demain ? Par Firas Kontar, militant syrien originaire de Soueïda : « *Malgré un avenir fait d’interrogation en Syrie, la lutte pour la libération ne doit pas s’arrêter. L’opposition civile doit se faire entendre et se relever. Ce régime est à terme condamné. Travailler sur la reconstruction d’un Etat syrien est primordial pour espérer sortir du chaos actuel.* »

2 mai 2018 – Comment le Kremlin a orchestré une vaste campagne mondiale de désinformation pour protéger Damas, qui a atteint la classe politique française : Front national (FN), La France insoumise (LFI), Les Républicains (LR, les réseaux Fillon, Mariani etc.)

4 mai 2018 – Armes chimiques et mensonges toxiques. Après l’attaque du 7 avril à Douma, le Kremlin a inondé les médias de fausses informations.

L’anéantissement du camp de Yarmouk

22 avril 2018 – Les forces d’Assad ont lancé une opération aérienne et terrestre à grande échelle à Yarmouk sans le moindre souci pour les 1 500 civils qui ont choisi de rester dans leurs maisons en dépit du siège complet en vigueur depuis 2013.

26 avril 2018 – Malgré l’urgence humanitaire, les combats continuent au sud de Damas.

3 mai 2018 – La fin de Yarmouk, la Syrie efface de la carte le plus grand camp de réfugiés palestiniens, souligne *The Economist*.

Déplacements forcés et situation humanitaire



Camps de réfugiés pour les habitants de la Ghouta dans la région d'Alep
@amer_almohibany

Les déplacements forcés ne cessent de modifier la carte démographique de la Syrie, comme en témoigne cet inventaire non exhaustif.

Des milices soutenues par la Turquie offrent des maisons aux familles de la Ghouta orientale sur des terres abandonnées par les déplacés kurdes d'Afrin

En visitant Alep, Browne Gareth trouve une ville isolée, dominée par la corruption et privée de ses habitants les plus qualifiés. « *Il est difficile de créer des opportunités d'emploi. Il est presque impossible d'assurer une vie décente.* »

Dans le nord de Homs, les civils paient le prix de l'échec des négociations.

La pression sur les dernières poches de résistance de la région de Damas s'accroît. Les centres d'hébergement que le régime a ouverts pour les déplacés sous l'égide de la Russie, pendant la campagne militaire contre la Ghouta orientale, se sont transformés en centres de détention pour des centaines de jeunes hommes qui attendent d'être recrutés de force dans l'armée du régime, comme le redoutaient les familles avant de quitter ce fief

rebelle.

Près de Damas, à Dumayr et dans le Qalamoun, des milliers d'habitants sont déplacés de force par le régime.

Un accord passé sous l'égide du gouvernement prévoit le départ de combattants du groupe Hayat Tahrir al-Sham (HTS) et de civils du camp de Yarmouk, au sud de Damas en échange de l'évacuation de plus de mille habitants des enclaves chiïtes de Foua et Kefraya, encerclées par les rebelles au nord du pays.

Au sud de la capitale toujours, dans les bourgs de Yalda, Bebbila et Beit Saham, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) note la présence de bus pour assurer le déplacement des populations.

Nettoyage ethnique à Palmyre. Les Iraniens s'installent tout en empêchant les résidents de revenir.

Dommages collatéraux de la lutte contre le financement du terrorisme pointés du doigt par la journaliste Hala Kodmani : les ONG qui continuent d'opérer en Syrie voient leurs actions entravées par les banques, effrayées par toute transaction en relation avec ce pays.

Pour en savoir plus, consulter le rapport commandé par quatre associations partenaires : « Défense d'aider ? Comment les institutions financières entravent l'action humanitaire en Syrie ? »

Pour aller plus loin

Retour sur la chute de la Ghouta orientale : l'ONG Global Voices a rassemblé documents vidéo, photos, tweets, témoignages écrits, chronologie... Un travail documentaire remarquable, en arabe et en anglais.

Les dynamiques internes et externes dans les régions du nord-est de la Syrie, libérées de Daech, forment le thème d'une conférence-débat à Chattam House, à Londres en mars 2018, en anglais.

Quelle place pour l'Iran au Moyen-Orient ? Pour comprendre la situation présente, il peut être utile de retourner en arrière, comme le propose un dialogue entre Pierre Haski, journaliste, et Jean-Pierre Filiu, historien du Moyen-Orient, en 2016, après l'élection de Donald Trump aux États-Unis.

L'amour au temps de la révolution, raconté par Louisa Loveluck et Suzan Haidamus et magnifiquement illustré par Greg Betza : l'histoire d'un couple dans une guerre qui a rendu tant de ses victimes anonymes.

La collecte des informations a été arrêtée le 10 mai. Ce bulletin d'information a été réalisé par Marc Hakim et Claire A. Poinsignon.